

SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA GREFFE D'ORGANES À PARTIR DE DONNEUR CADAVÉRIQUE À BLIDA

«Nous avons besoin de 5 000 reins par an»

Le ministre de la Santé et de la Population, Saïd Barkat, qui a donné le coup d'envoi du séminaire régional sur la greffe d'organes à partir de donneur cadavérique qui s'est déroulé hier à l'hôtel militaire de Blida, a déclaré que l'Algérie a besoin de 5 000 reins par an.

«13 000 insuffisants rénaux ont besoin d'être transplantés alors que le taux de greffes à partir de donneurs vivants, qui sont généralement des parents aux malades, n'est que de 10%», a soutenu le ministre avant d'ajouter que déjà six greffes d'organes à partir de morts encéphaliques ont été réalisées en 2002 à Constantine dont quatre greffés sont encore vivants.

Pour le ministre, les capacités existent, les médecins sont

disposés pour ce type d'intervention et les hommes de religion ont concédé leur accord.

Il y a lieu de noter que plusieurs communications ont été faites lors de ce séminaire dont celle du Pr Si Ahmed El Mahdi, chef de service de chirurgie générale au CHU de Blida, qui a axé sur la nécessité d'introduire le donneur cadavérique qui reste, pour l'intervenant, la seule alternative pour sauver des vies humaines. Des recommanda-

tions ont été établies à la fin du séminaire et les organisateurs estiment qu'il faut «créer un poste de coordinateur de greffes dont la formation médicale et autre doit être assurée selon un programme défini par le ministère de la Santé publique ainsi que faire appel au ministère de la Communication pour la médiatisation de la greffe à partir de donneur cadavérique et celle des Affaires religieuses pour asseoir l'esprit culturel et culturel dans les mosquées».

Sur un autre plan, les responsables de ce séminaire proposent la prise en charge de la famille du donneur cadavérique en matière d'assistance pour les formalités admi-

nistratives ainsi que le lavage du corps et son transport. Tout comme ils soumettent la proposition quant à une allocation financière autour de 100 000 DA et ce, pour les frais liés aux obsèques. Enfin, le Pr Arezki, chef de service de neurologie au CHU de Blida, déplore le retard de l'Algérie par rapport aux pays arabes et occidentaux. «Des médecins tunisiens qui ont fait leurs études dans nos services, pratiquent aujourd'hui en Tunisie la greffe à partir de cadavres alors que nous, qui étions les devanciers en matière de technique médicale, accusons un retard considérable», dira-t-il en marge du colloque.

M. B.

TIZI-OUZOU

En attendant le relogement, c'est le dénuement au quotidien à Tizi-Gheniff

Située à quelques encablures au nord-ouest du chef-lieu de la daïra de Tizi-Gheniff, la cité de la CAPCS connaît un dénuement quotidien et des plus absolus. 34 familles vivent depuis presque quatre ans dans des habitations précaires et des tentes, un endroit qui n'est autre qu'une ancienne caserne militaire dépourvue des moindres conditions vitales. Livrés à elles-mêmes, elles ne savent pas à quel saint se vouer.

Ces habitants, qui auparavant vivaient dans la cité de la Gendarmerie dans des conditions très difficiles, ont été recasés dans ledit endroit.

On a procédé à la démolition de leur cité tout en leur promettant de les reloger définitivement une fois la réalisation de nouvelles habitations achevée et ce, dans un délai de huit mois.

Tenant compte de leur promesses et croyant qu'il ne s'agissait que d'une période transitoire à passer en ce lieu malgré ses conditions qui laissent à désirer, ils acceptent de quitter les lieux et de s'y installer, se projetant ainsi dans l'inconnu, vivant dans une misère noire dans des mesures qui risquent de s'écrouler à tout moment. Deux chalets dans lesquels les familles sont séparées par des draps ou des roseaux dans un environnement où l'absence d'hygiène est lamentable. Que dire alors en ces durs moments hivernaux ?

La toiture, qui est dépourvue d'étanchéi-

té, laisse couler l'eau à flot à l'intérieur même des demeures. Il existe seulement deux compteurs.

Ces derniers alimentent toute la cité et ils sont à l'intérieur même des habitations, ce qui est très dangereux et peut provoquer des incidents aux conséquences fâcheuses.

En plus de tout cela, d'incessantes coupures causées par l'usage des résistances qui est, malheureusement, le seul recours des résidents pour se réchauffer surtout en ces périodes de neige qui caractérisent la localité.

Selon nos sources, la wilaya avait anticipé en dégageant une enveloppe financière en vue de réaliser ce projet, trois ans après, le concret tarde à venir, les promesses des responsables locaux qui se sont succédé n'étaient que des paroles et les moult déplacements effectués à la wilaya étaient sans aucun résultat.

Contacté par nos soins afin de mettre toute la lumière sur ce cas délicat, le P/APC du chef-lieu nous répondra : «On a commencé l'opération de réalisation de logements individuels avec l'anticipation de l'Etat mais il s'est avéré que le terrain est très difficile et demande des dépenses farmineuses, ce qui est impossible.»

Questionné sur la solution qu'il prévoit pour en finir avec le problème, notre interlocuteur ajoutera : «Ils seront relogés dans des logements urbains au niveau des 200 logements de l'OPGI ; c'est ce que j'ai convenu avec le wali.»

Dans le cadre du programme de l'éradication de l'habitation précaire, la même source nous a indiqué que plusieurs sites ont été choisis pour construire des logements et en finir avec ce problème et ce, dans plusieurs endroits tels que la cité du Stade et Marakou.

Reste à savoir qu'elle sera la réaction des habitants qui s'impatientent de voir toutes ces promesses se concrétiser quant à leur relogement.

Selon nos sources, les habitants ne l'entendent pas de cette oreille, ils veulent avoir des habitations individuelles et préféreraient retourner à leur ancien site que de vivre dans des immeubles. Le problème risque alors de s'éterniser et ne pas connaître d'épilogue.

Tezkraat A.

SIDI BEL-ABBÈS Le voleur des caisses de zakat écroué

Le voleur qui a sévi au niveau de plusieurs mosquées dans le chef-lieu Sidi Bel-Abbès — il subtilisait les caisses de zakat — a été finalement arrêté par les services de police et écroué lundi dernier par le procureur de la République de Sidi Bel-Abbès. Le mis en cause, répondant aux initiales A. Z. âgé de 27 ans et résidant à Sidi Bel-Abbès, a été pris en flagrant délit de vol dans la mosquée Ennasr par les services de sécurité qui avait diligenté une enquête après qu'ils aient enregistré des plaintes émanant des responsables des mosquées de Mouaouia-Abou -Sofiane, Zine-El-Abdine et de Nouaâmane-Bnou-Bachir. Une surveillance discrète a permis de neutraliser l'écumeur des mosquées qui se retrouve maintenant derrière les barreaux. Quant au montant des sommes contenues dans les caisses emportées, seul le voleur est en mesure de l'avouer.

A. M.

La wilaya se dote de deux autres sûretés

Le directeur général de la Sûreté nationale a effectué dans la journée de mercredi dernier une visite dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès où il a inauguré deux nouvelles sûretés. Dans le chef-lieu, il a inauguré la 13^e Sûreté implantée au nord-est de la ville à proximité d'institutions importantes, à savoir l'hôpital psychiatrique, une poste, le campus universitaire et la faculté des sciences politiques. Son coût de réalisation est de 13 millions de dinars. Cette Sûreté qui vient renforcer celles existantes a pour objectif d'assurer la disponibilité d'un policier pour 480 habitants en moyenne pour cette zone de 12 000 âmes.

L'autre projet inauguré est celui de la Sûreté de daïra à Sidi-Ali-Boussidi qui compte 9 738 habitants. Le coût de réalisation est de 16 millions de dinars.

A. M.

BÉJAÏA La poste de Sidi-Aïch honore ses retraités

Il y avait beaucoup d'émotion mardi dernier à l'agence d'Algérie Poste de Sidi-Aïch où une sympathique réception a été organisée, à l'initiative des fonctionnaires du secteur local, pour honorer le départ en retraite du receveur de la poste de Tinebdar, en l'occurrence Aggoune Amar après plus de 35 années de loyaux services.

Les syndicalistes de l'union locale de l'UGTA de Sidi-Aïch, les postiers des municipalités voisines, Akbou, Adekar, El Flaye, Chemini et Akfadou, des collègues de travail admis également tout récemment à la retraite étaient présents à la cérémonie pour partager ces moments de fête et saluer le nouveau retraité.

Des cadeaux lui ont été remis à l'occasion. Un geste agréablement apprécié par ce dernier d'autant plus que les cadeaux ont été achetés grâce à la cotisation de ses collègues comme c'est devenue une tradition chez les postiers de Sidi-Aïch. L'ensemble des intervenants ont tenu au passage à souligner la qualité d'écoute, la disponibilité, l'engagement et le dévouement du receveur de la poste de Tinebdar durant toutes ses années de service.

A. Kersani

Le directeur de l'hydraulique de la wilaya nous écrit

Suite à la publication dans les colonnes du *Soir d'Algérie* daté du 2/12/2008 intitulé «Grande polémique autour de l'inauguration d'une infrastructure hydraulique à Draâ El-Mizan», j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer la mise au point suivante : La décision de l'alimentation en eau potable de Draâ-El-Mizan à partir du barrage a été prise après avoir constaté une baisse de production des forages de l'oued Mechtras, étant passé de 7 000 m³/ jour en période normale à 4 000 m³/ jour, ce qui a été ressenti à travers toutes les localités alimentées par cette chaîne et la ville de Draâ-El-Mizan en particulier. Il est à rappeler que Draâ-El-Mizan est constituée de deux sous-bassins versants, l'un situé du côté ouest ayant comme exutoire le barrage et l'autre situé du côté est ayant comme exutoire un *talweg* secondaire, le barrage n'est donc pas le réceptacle de tous les rejets de cette ville. En outre, les rejets d'assainissement sont acheminés au site de la station d'épuration grâce à deux collecteurs principaux (est et ouest) de 1 200 mm de diamètre chacun. Avant la concrétisation du projet, nous avons procédé à l'analyse des eaux brutes, ainsi qu'une recherche de traces de métaux lourds confiée à un laboratoire spécialisé. Les résultats ont conclu que l'eau est consommable après traitement, d'ailleurs les

amateurs de la pêche nous confirmeront qu'il y a bien des carpes dans le barrage, un signe de présence de vie et d'absence de pollution.

C'est suite à toutes ces investigations que la décision finale a été prise d'autant plus que la population de Draâ-El-Mizan n'avait pas reçu d'eau depuis plusieurs jours. Après achèvement des travaux, nous avons procédé à des essais à vide pendant une durée de soixante-douze heures sans interruption avec des analyses effectuées toutes les quatre heures, dont les résultats sont satisfaisants. Nous avons, par ailleurs, procédé à la vidange du fond du barrage, la vanne n'a été refermée qu'après apparition d'une eau claire à la sortie, en outre la prise d'eau est superficielle, elle s'effectue par une pompe submersible installée sur une barge flottante ne prélevant que la tranche d'eau superficielle pré-décantée et aérée.

C'est après nous être assurés que l'eau traitée est potable, répondant aux normes de l'Organisation mondiale de la santé que nous avons invité les autorités de la wilaya à procéder à son inauguration officielle. Une journée portes ouvertes sur le site même de la station de traitement est programmée pour le dimanche 7/12/2008, afin de répondre à tous les questionnements et rassurer la population quant à la qualité de cette eau.